

ARRETE No. 14 de 1980

W. Hodye Luvii

RELATIF A LA REFORME FONCIERE
(TERRES RURALES) (2)

Relatif à la création d'un office de gestion foncière rurale, a ses fonctions, à la gestion et au contrôle exercés par cet office sur certaines terres rurales et questions connexes.

LE MINISTRE DES AFFAIRES FONCIERES :

Vu les dispositions de l'article 19 du Règlement de 1980 relatif à la réforme foncière;

ARRETE :

ARTICLE 1 - Dans le présent arrêté, sauf lorsque le contexte l'exige autrement :

"office" désigne l'office de gestion foncière rurale créé en application de l'article 2.

"exercice budgétaire" désigne l'exercice budgétaire de l'office; il est le même que celui adopté par le gouvernement.

"Ministre" désigne le ministre des affaires foncières en exercice ou tout autre ministre agissant en son nom.

ARTICLE 2 - (1) Il est par les présentes créé un office appelé office de gestion foncière rurale.

(2) L'office a la personnalité morale; il possède un sceau et peut ester en justice.

ARTICLE 3 - L'office peut exercer les fonctions suivantes :

(a) gérer des terres, des plantations ou des propriétés résidentielles;

(b) agir en qualité d'agent pour le compte de l'Etat ou de tout autre office ou personne;

(c) s'occuper de la gestion de placements;

(d) diriger toute entreprise commerciale;

(e) participer à toute activité foncière, y compris la mise en valeur des terres a des fins résidentielles, industrielles ou commerciales;

(f) exercer les activités de personnes travaillant dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de

l'exploitation de scieries ainsi que de la plantation et du commerce en bois de construction;

(g) exercer les activités d'entrepreneur ou d'ingénieur civil;

(h) transformer les produits agricoles y compris le coprah, le cacao et le riz.

ARTICLE 4 -

L'office est investi des pouvoirs suivants :

- a) gérer, acheter et vendre tous biens meubles et immeubles, y compris les logements de ses employés;
- b) prendre ou donner des terres à bail;
- c) promouvoir ou financer toute entreprise;
- d) sous réserve de conditions spécifiques ou générales imposées par le Ministre, emprunter des fonds en émettant des obligations ou de toute autre manière, y compris sous forme d'avances bancaires;
- e) prêter des fonds et garantir des emprunts ;
- f) mettre en place ou participer à la création d'un régime de retraites du personnel de l'office ou des personnes à sa charge;
- g) mener des programmes de recherche;
- h) prélever des droits;
- i) employer toute personne, société ou office;
- j) conclure tout accord, bail, cession ou transfert de terres pour le compte de l'Etat ou de tout propriétaire coutumier; en outre, toute clause stipulant dans un de ces actes que l'office agit pour le compte de l'Etat ou de propriétaires coutumiers, selon le cas, constitue une garantie suffisante pour l'autre partie prenante audit accord, bail, cession ou transfert;
- k) placer sur un compte de dépôt bancaire les fonds n'étant pas immédiatement nécessaires à l'exercice de ses fonctions et effectuer tout autre placement autorisé par le Ministre;

l) faire usage de tout autre pouvoir résultant des dispositions mentionnées ci-dessus ou s'avérant

ARTICLE 5 -

1) Par délibération ou autrement, l'office peut déléguer à son directeur général, avec ou sans conditions, tout ou partie des pouvoirs et attributions qu'il estime nécessaire à une bonne expédition des affaires courantes de l'office.

2) Les dispositions du paragraphe 1) n'autorisent pas l'office à déléguer ses pouvoirs en vue de :

- a) prendre des décisions relatives aux principes directeurs régissant les fonctions de l'office:

- b) autoriser des dépenses excédant le montant fixé périodiquement par l'office.

- ARTICLE 6 -
- 1) L'office se compose d'un président, d'un vice-président ainsi que de trois membres au moins et huit au plus, tous nommés par le Ministre.
 - 2) Sous réserve des dispositions du paragraphe I), le mandat des membres de l'office est d'un an et peut être reconduit.
 - 3) Un membre de l'office peut, par préavis écrit de trente jours minimum, donner sa démission au Ministre.
 - 4) Le Ministre peut, par publication au Journal Officiel, relever un membre de ses fonctions.

- ARTICLE 7 - Les membres de l'office, autres que fonctionnaires, perçoivent les indemnités et les allocations fixées par le Ministre après consultation du ministre des finances.

- ARTICLE 8 -
- 1) L'office emploie un secrétaire qu'il nomme conformément aux dispositions de l'article 10.
 - 2) Le secrétaire ou la personne occupant ce poste assiste à toutes les réunions de l'office et en prépare les procès-verbaux.
 - 3) Le secrétaire :
 - a) a la garde du sceau et des documents de l'office;
 - b) reçoit les actes de procédure et de poursuites signifiés à l'office et il s'acquitte des autres devoirs que l'office ou le président lui assigne.

- ARTICLE 9 -
- 1) Sous réserve du paragraphe 2 ci-dessous, les réunions de l'office se tiennent aux lieux et heures indiqués périodiquement par le président ou, en son absence, par le vice-président.
 - 2) La première réunion est convoquée par le Ministre.
 - 3) Lors des réunions de l'office, le quorum est atteint lorsque trois membres sont présents.
 - 4) Le président ou, en son absence, le vice-président assure la présidence des réunions de l'office.
 - 5) Les délibérations ne sont frappées de nullité pour

cause de vacance de poste que si le nombre des sièges vacants est supérieur à deux (2).

6) L'office peut inviter toute personne à prendre part aux réunions, avec voix consultative seulement.

7) Les décisions de l'office sont prises à la majorité des membres présents et votants; le président, ou le vice-président selon le cas, a voix prépondérante.

8) Si un membre a des intérêts financiers directs ou indirects dans tout contrat, proposition de contrat ou dans toute autre affaire concernant l'office, il informe le président de la nature de ses intérêts dans les meilleurs délais.

9) Sous réserve des dispositions fixées par arrêté par le Ministre, l'office peut élaborer son propre règlement intérieur pour la présidence, la convocation, le renvoi de ses réunions et pour la conduite de ses débats.

ARTICLE IO - I) Sous réserve du paragraphe 2, l'office peut nommer, à des taux de rémunération et aux conditions et modalités d'emploi qu'il estime appropriés :

a) un directeur général qui est le premier officier d'administration de l'office et qui contrôle toutes ses opérations;

b) le secrétaire de l'office;

c) tous autres agents et employés que l'office estime nécessaires au bon exercice des fonctions qui lui incombent.

2) La nomination du directeur général est soumise à l'approbation préalable du Ministre.

ARTICLE II - Les fonds de l'office se composent de :

a) subventions de l'Etat provenant de fonds affectés à cette fin par le Parlement;

b) autres subventions;

c) emprunts contractés par l'office;

d) autres recettes perçues par l'office dans l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE I2 - L'office détient, pour le compte des parties qui en sont dument bénéficiaires, les excédents de disponibilités qu'il réalise dans l'exercice de ses pouvoirs et fonctions.

ARTICLE I3 - L'Etat peut garantir les prêts consentis à l'office.

ARTICLE I4 - Le ministre des finances fixe :

- a) le montant maximum des dettes cumulées que l'office peut contracter sans autorisation préalable;
- b) le montant maximum des emprunts individualisés que l'office peut souscrire jusqu'à concurrence du montant ci-dessus.

ARTICLE I5 - 1) L'office assure sa propre comptabilité, tient les livres faisant état de ses recettes et dépenses et établit un état de compte annuel pour chaque exercice budgétaire.

2) Les comptes de l'office sont vérifiés chaque année par un vérificateur des comptes indépendant accrédité par le ministre des finances et nommé par l'office.

3) Dès que possible après la fin de chaque exercice budgétaire, l'office fait parvenir au Ministre ainsi qu'au ministre des finances, les comptes vérifiés accompagnés de tout rapport établi par le vérificateur des comptes et y joint toutes observations pertinentes.

ARTICLE I6 - 1) 45 jours au plus tard avant le commencement de la session budgétaire annuelle du Parlement, l'office établit à l'intention du Ministre un rapport annuel d'activités.

2) Un exemplaire des comptes vérifiés de l'exercice budgétaire précédent, tels qu'ils sont prévus à l'article I5, ainsi qu'un exemplaire du budget prévisionnel pour l'exercice en cours sont annexés au rapport.

3) Lors de la session budgétaire annuelle, le Ministre soumet le rapport annuel au Parlement en y ajoutant toutes observations utiles.

ARTICLE I7- Si l'office de gestion sollicite l'octroi des subventions visées à l'alinéa a) de l'article II, il doit, pour permettre au gouvernement d'en arrêter le montant à inscrire au budget, soumettre au ministre des finances, 90 jours au plus tard avant le commencement de l'exercice pour lequel la subvention est requise, les recettes et les dépenses prévisionnelles pour cet exercice. L'office soumet également les prévisions des crédits non - utilisés devant être reportés sur l'exercice suivant.

ARTICLE 18 - Tout contrat qui, s'il était passé entre des personnes physiques, devrait légalement être :

a) scellé, doit être établi, modifié ou exécuté par l'office et être scellé;

b) signé par les parties, peut être établi, modifié ou exécuté pour le compte de l'office après apposition de la signature de la personne expressement ou implicitement habilitée à cet effet par l'office;

c) valide, s'il s'agissait d'un contrat verbal, peut similairement être établi, modifié ou exécuté pour le compte de l'office par une personne expressement ou

ARTICLE 19 - Devant tout tribunal ou dans toute action en justice, l'apposition du sceau de l'office sur un document établit, jusqu'à preuve du contraire, que ledit document a été correctement fait et passé pour le compte de l'office.

ARTICLE 20 - Tout contrat ou accord relatif aux terres ou aux opérations s'y déroulant, en cours avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, ne peut être invoqué à la charge ou au profit de l'office.

ARTICLE 21 - Les pouvoirs figurant à l'article 8 du Règlement de 1980 relatif à la réforme foncière sont délégués à l'office pour lui permettre d'exercer les fonctions qui lui incombent.

ARTICLE 22 - Aucun membre ou employé de l'office ne peut être tenu responsable d'un acte commis ou omis de bonne foi en application des dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 23 - Après consultation avec l'office, le Ministre peut périodiquement lui imposer des directives auxquelles l'office est tenu de se conformer.

ARTICLE 24 - Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de sa signature.

FAIT à Port-Vila, le

1980.


Sethy Regénvanu

Ministre des Affaires Foncières

LAND REFORM (RURAL LAND) (No.2) ORDER

No. 14 OF 1980

To provide for the establishment of the Rural Land Corporation, for the functions of that Corporation, for that Corporation to have general management and control over certain rural land and for matters connected therewith.

IN EXERCISE of the power contained in Section 19 of the Land Reform Regulation 1980, I hereby make the following Order :-

- Interpretation.**
1. In this Order unless the context otherwise requires:
"the Corporation" means the Rural Land Corporation established under Clause 2;
"financial year" means the financial year of the Corporation and shall be the same as that of the Government Financial year;
"Minister" means the Minister for the time being responsible for land or any Minister acting on his behalf.
- Establishment of the Corporation.**
2. (1) There is hereby established a body corporate to be known as the Rural Land Corporation.
(2) The Corporation shall have perpetual succession and a common seal and may sue and be sued in its Corporate name.
- Functions of the Corporation.**
3. The Corporation may exercise any of the following functions :-
- (a) manage land, plantations or residential properties;
 - (b) act as an agent for the Government or any other body or person;
 - (c) carry on business as an investment manager;
 - (d) manage any kind of business enterprise;
 - (e) engage in any business relating to land including its development for residential, industrial or commercial purposes;
 - (f) undertake the business of farmers, ranchers, cultivators of timber, sawmillers and timber merchants;
 - (g) undertake the business of builders or civil engineers;
 - (h) process any crops grown on land including copra, cocoa and rice.

Powers of the Corporation.

4. The Corporation shall have the following powers -
- (a) hold, buy and sell real or personal property including houses for employees of the Corporation;
 - (b) lease land to or from any person;
 - (c) promote or finance any undertaking;
 - (d) subject to such specific or general conditions as the Minister may make borrow money by the issue of Debentures or in any other manner including overdraft;
 - (e) lend money and guarantee loans;
 - (f) establish or participate in any pension scheme for the benefit of its employees and their dependents;
 - (g) carry out programmes of research;
 - (h) charge fees;
 - (i) employ any persons, firms or bodies;
 - (j) enter into agreements, leases, conveyances or transfer of land on behalf of the Government or any custom owners and a recital in any such agreement, lease, conveyance or transfer that the Corporation is acting on behalf of the Government or custom owners as the case may be shall be sufficient to indemnify any other party to such agreement, lease, conveyance or transfer;
 - (k) invest funds not immediately required for the purposes of its functions in bank deposits and such other investments as may be authorised by the Minister;
 - (l) such other powers as may incidental to the above mentioned powers or necessary to enable the Corporation to carry out its functions.

Delegation of Functions to General Manager.

5. (1) The Corporation may, by resolution or otherwise, delegate to the General Manager with or without restrictions or conditions, as the Corporate thinks fit, such of its powers and functions as it deems expedient for the efficient discharge of the day to day operations of the Corporation.
- (2) Nothing in subclause (1) shall permit the delegation of the power -
- (a) to make major decisions of policy in connection with the functions of the Corporation;
 - (b) to authorise expenditure exceeding such amount as may, from time to time, be fixed by the Corporation.

Composition of the Corporation.

6. (1) The Corporation shall consist of a Chairman, a deputy chairman and not less than two (2) nor more than eight (8) other members all appointed by the Minister

- (2) Subject to subclause (1) members of the Corporation shall hold office for a period of one (1) year and shall be eligible for reappointment.
- (3) A member of the Corporation may resign by not less than 30 days notice in writing to the Minister.
- (4) The Minister may remove a member from office by notice published in the Gazette.

Allowances
for Members.

7. Members of the Corporation who are not public officers shall be paid such allowances and expenses as the Minister may determine after consultation with the Minister of Finance.

Secretary to
the Corporation.

8. (1) There shall be a Secretary to the Corporation who shall be an employee thereof and appointed by the Corporation in accordance with Clause 10.
- (2) The Secretary or a person acting in that office shall attend all meetings of the Corporation and prepare minutes thereof.
- (3) The Secretary shall -
 - (a) keep in safe custody the seal and all documents of the Corporation;
 - (b) receive all process served on the Corporation and carry out such other duties as the Corporation or Chairman shall direct.

Meetings of
the Corporation.

9. (1) Subject to subclause 2, meetings of the Corporation shall be held at such times and places as the Chairman or in his absence, the Deputy Chairman may from time to time appoint.
- (2) The first meeting shall be convened by the Minister.
- (3) The quorum at meetings shall be three (3) members.
- (4) The Chairman or in his absence the deputy chairman shall preside at every meeting of the Corporation.
- (5) The proceedings at any meeting shall not be invalidated by any vacancies in the membership provided the number of such vacancies does not exceed two (2).
- (6) The Corporation may invite any persons to participate in meetings but they shall have no vote.
- (7) Decisions of the Corporation shall be made by a majority vote of members present and voting, the chairman or the deputy chairman (as the case may be) having a casting vote.
- (8) If a member has any pecuniary interest, direct or indirect, in any contract or proposed contract or other matter relating to the Corporation he shall as soon as practicable disclose to the Chairman of the Corporation the fact and nature of his interest.

- (9) Subject to such rules as the Minister may make by Order, the Corporation may make internal rules regulating its procedures for the chairmanship, calling, conducting and adjournment of meetings of the Corporation.
- General Manager and Employees of the Corporation.** 10. (1) Subject to subclause (2), the Corporation may from time to time, appoint, at such remuneration and upon such terms and conditions as it may think fit -
- (a) a General Manager who shall be the chief administrative officer of the Corporation and all its operations;
 - (b) the Secretary to the Corporation; and
 - (c) such other officers and employees as it may consider necessary for the proper and efficient discharge of the functions of the Corporation.
- (2) The appointment of the General Manager shall require the prior approval of the Minister.
- Funds of the Corporation.** 11. The funds of the Corporation shall consist of -
- (a) grants from the Government out of monies appropriated by Parliament for such purposes;
 - (b) grants from other sources;
 - (c) monies borrowed by the Corporation;
 - (d) monies received by the Corporation in any other way in the course of the discharge of the functions.
- Funds to be held in Trust.** 12. Any surplus funds generated by the Corporation in the course of carrying out its functions and powers shall be held by it in trust for those parties properly entitled thereto.
- Guarantee of Loans.** 13. The Government may guarantee any loans to the Corporation.
- Control of Borrowing.** 14. The Minister of Finance shall prescribe :-
- (a) the aggregate maximum indebtedness that the Corporation may incur without his consent in writing; and
 - (b) the maximum individual sums that the Corporation may likewise borrow.
- Accounts and Audits.** 15. (1) The Corporation shall keep proper accounts and other records in respect of its receipts and expenditure and shall cause to be prepared an annual statement of account in respect of each financial year.

- (2) The accounts of the Corporation shall be audited annually by independent and properly qualified auditors approved in writing by the Minister of Finance and appointed by the Corporation.
- (3) As soon as is reasonable after the end of each financial year the Corporation shall transmit to the Minister and Minister of Finance audited accounts together with any report made by the auditors thereon and such explanations as the Corporation may consider appropriate.

Annual Report.

- 16. (1) The Corporation shall make an annual report of its activities to the Minister not less than 45 days before the commencement of the annual budget session of the Parliament.
- (2) A copy of the audited accounts for the previous financial year provided for in Clause 15 and provisional accounts for the current financial year shall be attached to the report.
- (3) The Minister shall submit the annual report together with such comments as he may have thereon to Parliament during the annual budget session.

Submission of Estimates for Purpose of Grants.

- 17. If the Corporation shall need a grant referred to in Clause 11 (a), so that the Government may determine the amount thereof for inclusion in the Budget the Corporation shall not less than 90 days before commencement of the financial year during which the grant is required submit to the Minister of Finance estimates of expenditure and receipts for that year and of unexpended funds carried forward.

Contracts.

- 18. A contract which if made between natural persons would by law be :-
 - (a) required to be sealed shall be made varied or discharged by the Corporation under seal;
 - (b) required to be in writing signed by the parties may be made varied or discharged on behalf of the Corporation in writing signed by a person acting with its express or implied authority;
 - (c) valid if made by parol only may be made varied or discharged by parol on behalf of the Corporation by any person acting with express or implied authority.

Evidence of sealing of documents.

- 19. The fact that a document bears the seal of the Corporation shall be prima facie evidence in any court or legal proceeding that the document has been properly executed on behalf of the Corporation.

Previous contracts.

- 20. All contracts and agreements in connection with, or in relation to the land or any business conducted thereon and subsisting before the coming into force of this Order shall have no effect against or in favour of the Corporation.

- Minister's delegation of powers. 21. For the purpose of carrying out its functions, the powers contained in Section 8 of the Land Reform Regulation 1980 are hereby delegated to the Corporation.
- No personal liability to members or employees. 22. No person^{al} liability shall attach to any member or employee of the Corporation in respect of anything done or not done in good faith, and without negligence under the provisions of this Order.
- Minister's Directives. 23. The Minister may from time to time after consultation with the Corporation issue directives to the Corporation and the Corporation shall be obliged to carry out such directives.
- Commencement. 24. This Order shall come into force on the date of signature.

MADE at Port Vila the 4th day of December 1980.


Sethy Regenvanu
Minister for Lands.

